



## CTSD du 4 février 2019

### Déclaration liminaire

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Puisque le gouvernement vient de lancer un large dialogue social, l'Unsa-Education tient à exprimer son point de vue sur la situation locale et l'avenir du département.

L'avenir d'une société est porté par sa jeunesse. Ce sont donc les élèves dont nous avons la charge aujourd'hui dans nos écoles, nos collèges et nos lycées, qui sont l'avenir de notre département et sur lesquels devraient être concentrés tous les efforts. Nous relevons pourtant au moins deux problématiques :

- Une communication ministérielle en trompe-l'œil ;
- Une mise en cause du professionnalisme des enseignants : Peut-on parler d'une école de la confiance quand les discours ministériels ne cessent de remettre en cause le professionnalisme des enseignants et leur expertise, et de stigmatiser leurs stratégies d'apprentissage ?

Les dotations de carte scolaire ont fait l'objet d'une large communication ministérielle qui laisse croire à une hausse des moyens dans le 1<sup>er</sup> degré et à leur maintien dans le 2<sup>d</sup> degré. Pour l'Unsa-Education il s'agit malheureusement d'une communication en trompe-l'œil : les moyens alloués au 1<sup>er</sup> degré sont insuffisants car ils ne tiennent pas compte des besoins identifiés sur le terrain. Les suppressions de postes dans le 2<sup>d</sup> degré sont bien réelles et le levier de la deuxième heure supplémentaire n'est qu'une duperie : des heures supplémentaires ce ne sont pas des postes !!!

Dans les collèges, la DGH calculée uniquement sur la structure (*29h par division*) ne permet plus les dédoublements de cours.

Dans notre département rural, la barre symbolique des 25 élèves par division semble d'ores et déjà bien fragile pour la rentrée. Quant aux établissements

affaiblis par une baisse des effectifs, les collègues se verront contraints de suppléer au manque budgétaire par des regroupements de divisions et parfois même, au détriment des cycles.

Nous savons tous que surcharger les effectifs d'une classe ou bien fusionner des niveaux dans les divisions, c'est accorder moins de temps aux élèves et notamment ceux qui en ont le plus besoin, quid de la pédagogie différenciée ! Tout enseignant sait qu'une aide n'est profitable qu'avec un effectif réduit, notamment lorsque l'enseignement est fractionné et limité par le temps.

Dans les écoles, la carte scolaire va se faire avec une perte de quatre postes. L'Unsa-Education ne peut s'empêcher de penser que la situation aurait été bien pire sans la signature de la convention départementale. L'avenant à cette convention est dans sa dernière année d'application et nous soutiendrons toutes les démarches qui permettront d'en prolonger les orientations.

Pour autant la situation n'est pas satisfaisante.

La rentrée 2019 est celle de l'application de la scolarisation obligatoire à 3 ans. Il est pour le moins surprenant de ne toujours pas disposer des éléments techniques pour la mise en œuvre de cette mesure : on accueille quand et comment ?

Les mesures qui sont envisagées n'ont par ailleurs fait l'objet d'aucune communication préalable. Cette communication est pourtant le gage d'une véritable concertation : nous ne pourrions sérieusement nous prononcer sur un projet sans prendre le temps de l'analyser sereinement.

Merci pour votre attention.

